République et monarchie

République ! combien tu soulevas de sublimes passions, et que ton nom apparaît grand dans les luttes qui ont marqué le développement de la civilisation humaine !

Et si, de l'autre côté, nous cherchons dans l'histoire ce que représente la Monarchie, nous ne ressentons qu'une haine profonde pour ce monstre, qui ne signifia jamais qu'oppression, écrasement, extermination de tout ce qui est peuple, – et surtout de tout ce qui signifie : avènement dit peuple.

L'histoire nous révèle encore, combien, aux différentes époques, les homme passionnés pour la liberté furent amoureux de la république et ennemis jurés de la monarchie. Que se passe-t-il donc, dans la période contemporaine, pour ceux qui veulent la liberté, l'émancipation des peuples, loin de ressentir une sainte passion pour la république, ne l'envisagent plus qu'avec froideur, avec animosité même,– comme l'une des formes diverses de l'exploitation et du despotisme humain ?

C'est que nous vivons dans une période pleine de contradictions épouvantables, de contresens infernaux, qui faussent le jugement populaire, troublent l'opinion publique. Tandis qu'à la tribune de l'enseignement historique et des réjouissances populaires, dans les livres et dans la presse, on honore, comme de sublimes vertus, tous ces actes de révolte : conjurations, rébellions, soulèvements, assassinats politiques, qui ont donné naissance aux républiques ; tandis que la pratique de ces vertus républicaines est enseignée à la jeunesse comme un grand exemple d'imitation, – nous assistons, d'un autre côté, au débordement effroyable de l'égoïsme le plus crasseux, à la pratique du raffinement de tous les genres d'exploitation et de tous les despotismes, à l'épanouissement des platitudes et servitudes les plus ignobles.

Si, au moins, ce développement de passions réactionnaires n'était que le fait de tout ce qui se rattache au monde monarchiste ! Mais le monde qui s'affirme républicain, loin de donner, en présence de toutes les corruptions actuelles, l'exemple des vertus politiques et sociales, se noie au contraire de plus en plus dans ce grand courant de décomposition auquel nous assistons.

Et, cependant, les décors en sont beaux; Écoutez seulement ce tribun, ce professeur ce journaliste parler de démocratie, de la souveraineté du peuple, du bien-être général, de l'émancipation !

Mais, lorsque nous allons au fond des choses, lorsque nous observons les faits, nous ne constatons qu'un éclatant démenti à tout cet enseignement théorique. L'avocat, orateur de la démocratie, n'est que le fils des démons de la ruine et des misères privées et publiques ; le journaliste du progrès a vendu sa plume ; le patron-philanthrope, n'est *un socialiste pratique* que grâce à l'accumulation dans ses mains de la richesse produite par le travail collectif d'une quantité plus ou moins considérable d'ouvriers ; le financier, — soutien du bien public — a trempé dans les spéculations, qui font les grandes ruines pour constituer les grandes fortunes ; le gouvernement républicain s'est mis à plat ventre devant la puissance monarchiste.

[|* * * *|]

Quel fait s'est-il donc produit dans la société moderne, pour que nous assistions à de pareilles contradictions ? — Il importe que l'opinion publique se retrouve dans ce dédale d'impossibilités ; que le jugement populaire se réforme en présence de tant d'hypocrisies.

Depuis la Révolution de 1848 surtout, l'histoire moderne a produit ce fait important, dans lequel nous trouvons la clé de la situation contemporaine : c'est que République et Monarchie

ne signifient plus deux idées, deux principes distincts : l'un représentant l'émancipation, et l'autre le despotisme. Ce ne sont plus que deux formes différentes d'une même idée, d'un même principe, celui du gouvernement, remis dans les mains de quelques-uns, et de l'exploitation économique.

Ce fait historique n'est que le résultat du procès de classe que la bourgeoisie a d'abord engagé contre la féodalité du moyen-âge, puis continué en faveur de son avènement social, et finalement poursuivi contre le prolétariat moderne. Dans toute cette lutte de classe, gouvernement et exploitation sont devenus synonymes, parce que fatalement ils se complètent mutuellement. Lorsque la monarchie représente les garanties voulues de stabilité et d'ordre, la bourgeoisie se manifeste monarchiste ; lorsqu'au contraire, il devient évident que la forme républicaine est la seule garantie possible d'ordre et de stabilité ; d'un côté, par sa forte organisation gouvernementale, de l'autre, par les illusions démocratiques qu'elle nourrit au sein du peuple, – alors la bourgeoisie est républicaine.

Or, l'ordre et la stabilité, dans la conception des bourgeois, ne signifient rien d'autre que la sécurité de vaquer à ses affaires, de développer ses spéculations et entreprises ; en un mot, de *faire honneur à sa position*.

Lorsque les diplomates, les gouvernements troublent la sécurité des entreprises bourgeoises, nous assistons à des manifestations patriotiques et d'intérêt national et public vraiment touchantes. Lorsqu'une grève ouvrière vient troubler les opérations bourgeoise, c'est alors l'union *internationale*, spontanée et générale, de la bourgeoisie, dan des manifestations de haine contre les *trouble-fête*. Alors la monarchie fait des lois d'exception, emprisonne, fusille, – et la bourgeoisie applaudit ; la République, elle aussi, légifère exceptionnellement, emprisonne et fusille, – et la partie de la bourgeoisie au pouvoir organise cette « extinction du paupérisme » par la suppression des pauvres, tandis que telle

partie qui n'est pas au pouvoir, applaudit aussi ; la République est quelquefois plus hypocrite encore, et sans établir de lois d'exceptions, elle se borne à réduire les trouble-fête au silence, par ses magistrats soumis.

[|* * * *|]

Quelle est la solution qui résulte naturellement d'une pareille situation ? — Ou bien, la République, dans ses formes actuelles, deviendra pour les masses populaires un mensonge, de plus en plus évident, et alors le peuple cherchera et trouvera dans des voies nouvelles son émancipation et son bien-être ; ou bien, la République comprenant sa mission historique, se transformera, d'organisation politique autoritaire et gouvernementale en fédération économique et offrira ainsi le terrain pratique à la solution du problème social.

Nous n'avons pas à nous faire d'illusions. Nous savons que c'est la première de ces solutions que l'histoire nous imposera. Préparons-nous donc, non pas à une conciliation contre-nature, mais à une conquête violente des voies, par lesquelles se réalisera le socialisme, c'est à dire la République dans la plus complète et scientifique acceptation du mot.